



Union Européenne

*La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe  
agissent ensemble pour votre territoire*



RÉGION  
**Nouvelle-  
Aquitaine**



MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE  
L'ALIMENTATION

**NEO  
TERRA**

# APPEL A PROJETS 2021

## Accompagnement du pastoralisme

-

**Types d'opérations 7.6.8 « Mise en valeur des espaces  
pastoraux » et GARD02 du Programme de Développement  
Rural (PDR) Limousin  
- Volet Gardiennage -**

Evolution entre les différentes versions

Version V1.0 du 08 février 2021 : version originale

-:

Mise en ligne des appels à projets Pastoralisme, du formulaire et de la notice 2021 sur les sites de la Région Nouvelle-Aquitaine et Europe en Nouvelle-Aquitaine.

**Pour plus d'informations :**

<https://les-aides.nouvelle-aquitaine.fr/>

<http://www.europe-en-nouvelle-aquitaine.eu/fr>

### **SOMMAIRE :**

1 - ORIENTATION GENERALE DU DISPOSITIF 7.6.8 « MISE EN VALEUR DES ESPACES PASTORAUX » .....	2
2 - OBJECTIFS ET CIBLES .....	3
3 - OBJET DE L'APPEL A PROJET - VOLET GARDIENNAGE. ....	4
4 - MODALITES DE L'APPEL A PROJETS.....	4
5 - CONDITIONS D'ADMISSIBILITE .....	6



Union Européenne

*La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe  
agissent ensemble pour votre territoire*



RÉGION  
**Nouvelle-  
Aquitaine**



MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE  
L'ALIMENTATION

**NEO  
TERRA**

6 - ELIGIBILITE DU DEMANDEUR .....	7
7 - COUTS ADMISSIBLES .....	8
8 - CRITERES DE SELECTION DES PROJETS .....	9
9 - MODALITES DE FINANCEMENT .....	11
10 - SANCTIONS APPLICABLES .....	12
11 - CONTACTS .....	12

## **1 - ORIENTATION GENERALE DU DISPOSITIF 7.6.8 « MISE EN VALEUR DES ESPACES PASTORAUX »**

---

L'agriculture de moyenne montagne est fortement marquée par l'élevage et par les pratiques pastorales. Elle est à la fois un élément identitaire du territoire, porteur de savoir-faire, et un moyen de maintenir une activité structurante dans ces espaces de montagne et de coteaux. Or les élevages jouent un rôle prépondérant pour la préservation de milieux ouverts, tel que les prairies naturelles, les landes sèches, les zones humides et participent au maintien de la biodiversité dans ces territoires accidentés. Ils sont le fruit de pratiques traditionnelles et patrimoniales dans le Massif Central.

En termes d'emploi, il s'agit d'un vivier essentiel à l'échelle du Massif. Pourtant, les contraintes de ces milieux et les pertes en compétitivité fragilisent dangereusement cette activité caractéristique notamment sur le plateau des Millevaches. Les territoires de montagne et les autres zones de pastoralisme méritent donc une attention plus particulière et un soutien adapté.

Le domaine pastoral recouvre de vastes espaces de faible productivité qui sont des territoires naturels fragiles, siège d'une biodiversité floristique et faunistique remarquable et ordinaire. Ces espaces ont une forte valeur patrimoniale, notamment environnementale, paysagère et touristique, qui est le support de développement de nombres d'activités.

Ce territoire subit toutefois une forte déprise agricole, qui entraîne une perte de SAU et une fermeture importante des milieux, préjudiciable à l'attractivité touristique de la zone. La valorisation de cette ressource fourragère doit permettre aux éleveurs de maintenir une pratique pastorale extensive et de répondre à une attente sociale forte.



Union Européenne

*La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe  
agissent ensemble pour votre territoire*



RÉGION  
**Nouvelle-  
Aquitaine**



MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE  
L'ALIMENTATION

**NEO  
TERRA**

Le soutien au pastoralisme recouvre ainsi un enjeu patrimonial majeur, les pratiques pastorales contribuant largement à l'entretien de l'espace, au maintien des paysages, et à produire en conséquence de nombreuses externalités positives.

## 2 - OBJECTIFS ET CIBLES

La Commission européenne a adopté les modifications apportées sur la version 9.0 du Programme de Développement Rural (PDR) Limousin, intégrant les mesures en faveur du pastoralisme.

La mesure nationale GARD 02, en cours de validation par la Commission européenne, intègre la zone Montagne des départements de Nouvelle-Aquitaine du Massif Central (Corrèze, Creuse et Haute-Vienne).

L'objectif du dispositif 7.6.8 - Mise en valeur des espaces pastoraux – est de soutenir le maintien et le développement du pastoralisme collectif en tant qu'élément essentiel de la structuration et du développement du territoire de montagne du Massif Central, dans une logique de valorisation patrimoniale. Il est donc proposé d'accompagner dans ce dispositif le développement du pastoralisme selon différents volets d'intervention, notamment l'accompagnement du gardiennage.

Ainsi, globalement, cette opération consistera en un soutien à des investissements liés à l'entretien, à la restauration et à la réhabilitation d'un patrimoine en zone rurale constitué de sites à haute valeur naturelle, y compris dans leur dimension socio-économique.

Les différentes dispositions relatives au dispositif s'appliquent à l'ensemble des financeurs publics.

Par ailleurs, le 9 juillet 2019, les élus de Nouvelle-Aquitaine réunis en séance plénière ont adopté la feuille de route régionale dédiée à la transition énergétique et écologique : **Néo Terra**. Elle se fixe 11 ambitions, accompagnées d'engagements chiffrés et d'actions concrètes. Dans ce cadre, la Région a décidé d'accompagner l'ensemble du secteur agricole dans sa transition agro-écologique autour de 3 enjeux principaux :

- Sortir des pesticides et généraliser les pratiques agro-écologiques
- S'adapter au changement climatique et participer à son atténuation
- Favoriser le bien-être animal

La procédure « Mise en valeur des espaces pastoraux » s'intègre pleinement dans l'ambition que porte Néo Terra.

Plus d'information : <https://www.nouvelle-aquitaine.fr/grands-projets/neo-terra-feuille-route-transition-environnementale-climatique.html>



Union Européenne

*La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe  
agissent ensemble pour votre territoire*



RÉGION  
**Nouvelle-  
Aquitaine**



**NEO  
TERRA**

### **3 - OBJET DE L'APPEL A PROJET - VOLET GARDIENNAGE**

---

Le maintien et le développement de l'activité pastorale au travers d'investissements à caractère collectif consiste en l'accompagnement d'infrastructures collectives nécessaires à la bonne conduite des troupeaux pour le pâturage raisonné et réparti sur l'ensemble de l'unité naturelle.

La pratique ancestrale de gardiennage de troupeaux en estives améliore en même temps la rationalisation économique de la gestion de l'espace pastoral. Elle permet d'assurer aux exploitations des ressources fourragères supplémentaires en augmentant la période de pâturage sur des espaces d'altitude avec une maturité décalée. Cette mesure est garante du maintien de l'emploi, de l'intérêt environnemental et paysager dans un contexte de multi-usages.

Cet appel à projets a pour but de sélectionner les candidats pour l'année 2021 en Limousin, pour un soutien aux activités de gardiennage par le gardien-éleveur, par un gardien salarié ou par prestation de service.

### **4 - MODALITES DE L'APPEL A PROJETS**

---

#### **4.1 CALENDRIER ET DUREE DES PROJETS :**

- 1 - Lancement de l'appel à projets : **le 08 février 2021**
- 2 - Date limite de dépôt des dossiers: le **30 avril 2021** (cachet de la poste faisant foi ou tampon de réception par les services instructeurs en cas de remise en main propre)
- 3 - Comité de Sélection Régional : en juin-juillet 2021 pour validation de la sélection des dossiers.
- 4 - Présentation de la proposition de programmation à l'Instance de Consultation Partenariale suivante la plus proche, sous réserve de délibération préalable des collectivités co-financeurs.

#### **4.2 DEPOT DE LA DEMANDE :**

Le début d'éligibilité des dépenses vaut à partir de la date de dépôt de la première demande d'aide publique, et dans tous les cas, postérieure au 08 février 2021, sous réserve de la fourniture des éléments nécessaires à une demande minimale.



Union Européenne

*La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe  
agissent ensemble pour votre territoire*



RÉGION  
**Nouvelle-  
Aquitaine**



**NEO  
TERRA**

L'autorisation de démarrage des travaux est accordée **via un AR de réception** du dossier avec les pièces minimales, sans promesse de subvention.

Pour rappel et conformément à l'article 6 du Règlement Européen UE n° 702/2014, une demande d'aide contient à minima :

- une demande écrite avec la date et la signature du porteur de projet,
- le nom et la taille de la structure,
- la description du type de gardiennage envisagé, avec les dates prévisionnelles de début et de fin des travaux,
- la localisation de la zone de gardiennage
- la liste des coûts admissibles,
- le type (subvention, prêt...) et le montant du financement public demandé,

Sur ce type d'opération, **un formulaire et une notice spécifiques accompagnent l'appel à projets et devront être utilisés** pour remplir la demande de subvention.

Cette demande de subvention doit être envoyée (ou déposée) auprès **de la DDT de CORREZE**. Le dépôt des demandes devra se faire « au fil de l'eau », de façon à faciliter l'instruction par les services.

#### **4.3 TYPES DE BENEFICIAIRES :**

Les bénéficiaires éligibles sont les suivants (Cf. TO GARD 02):

- les éleveurs assurant le gardiennage d'un troupeau collectif composé de plusieurs troupeaux dont le leur,
- les éleveurs individuels en système laitier avec traite effective pendant 30 jours minimum sur l'année,
- les Associations d'éleveurs à vocation pastorale, constituées juridiquement,
- les Gestionnaires collectifs d'estive (dont les groupements pastoraux (GP))
- les Associations foncières pastorales (AFP)
- les Collectivités locales
- les Commissions syndicales
- En site Natura 2000, est également éligible toute autre personne physique ou morale, publique ou privée, qui dispose de droits réels ou personnels sur les espaces sur lesquels s'appliquent les opérations. Il peut également s'agir d'une personne disposant d'un mandat les qualifiant juridiquement pour intervenir.



Union Européenne

*La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe  
agissent ensemble pour votre territoire*



RÉGION  
**Nouvelle-  
Aquitaine**



**NEO  
TERRA**

#### **4.4 ENGAGEMENTS DES BENEFICIAIRES :**

Dans le cadre de sa demande d'aide, le bénéficiaire s'engage notamment:

- à assurer un gardiennage **à temps plein** sur l'estive afin de surveiller les déplacements du troupeau conformément au **plan de gestion pastorale** joint à la demande d'aide et aux plages horaires indiquées dans le formulaire de demande d'aide,
- à tenir un cahier de pâturage qui doit contenir à minima: enregistrement des plages horaires de présence du gardien, indication des secteurs pâturés et mouvements du troupeau, période de pâturage, race utilisée et nombre d'animaux, éventuels compléments alimentaires apportés,
- à établir une cartographie de l'estive et un plan de gestion pastorale,
- à respecter sur l'ensemble de la période de pâturage les engagements correspondants au plan de gestion pastorale joint à la demande,
- à ne pas fertiliser, travailler le sol, retourner les prairies, mettre en culture, boiser, drainer ou sur-pâturer l'estive,
- à ne pas demander de double financement de l'Union Européenne et des financeurs sur son projet conformément à l'article 65 du règlement UE n° 1303/2013,
- à respecter l'ensemble des réglementations européennes et nationales en vigueur s'appliquant à son projet,
- à se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place prévus par la réglementation et autoriser le contrôleur à pénétrer sur les parcelles concernées,
- à informer dans les plus brefs délais le service instructeur de toute modification du projet ou des engagements,
- à déposer un dossier complet et dûment renseigné (pièces justificatives, formulaires...etc.) auprès de la DDT de Corrèze
- à conserver pendant 5 années, à compter du paiement du solde des subventions obtenues, tout document ou justificatif se rapportant aux opérations réalisées et permettant de vérifier l'effectivité des engagements.

La globalité des engagements du bénéficiaire est stipulée dans le formulaire de demande d'aides.

## **5 - CONDITIONS D'ADMISSIBILITE**

### **5.1 LOCALISATION DES PROJETS ELIGIBLES :**

Les projets doivent être localisés dans la zone **Montagne** des départements de Nouvelle-Aquitaine du Massif Central (Corrèze, Creuse et Haute-Vienne), en référence à l'arrêté préfectoral régional (référence : DRAAF R75-2019-05-10-001) relatif à la délimitation des zones défavorisées de la Région Limousin.



Union Européenne

*La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe  
agissent ensemble pour votre territoire*



RÉGION  
**Nouvelle-  
Aquitaine**



MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE  
L'ALIMENTATION

NEO  
TERRA

## **5.2 COHERENCE AVEC LES PLANS DE DEVELOPPEMENT :**

La cohérence des conditions d'admissibilité est vérifiée en Comité Technique Régional avec l'ensemble des partenaires des plans de développement des communes et des villages dans les zones rurales avec :

- les projets en cohérence avec le PSEM 2 (Plan de soutien à l'Economie Montagnarde), correspondant à la Convention Particulière pour les filières agricoles herbagères et connexes du Massif Central 2019-2020, dans le cadre de la Convention Interrégionale du Massif Central 2015-2020,
- les projets en cohérence avec le DOCOB et la charte Natura 2000, dans les zones classées.

## **6 - ELIGIBILITE DU DEMANDEUR**

---

Les demandeurs sont éligibles s'ils assurent le **gardiennage à temps plein** d'un troupeau collectif en estive (ovins, caprins, bovins, asins ou équins) ou le gardiennage à temps plein d'un troupeau individuel en estive, en système laitier avec traite effective pendant 30 jours minimum sur l'année.

Les demandeurs doivent détenir au minimum **25 animaux reproducteurs** en propriété ou au moins 50 animaux en pension. La taille du troupeau est déterminée sur la base de l'effectif maximal d'animaux détenus par l'éleveur pour l'année en cours durant une période minimale de 45 jours consécutifs. Les animaux reproducteurs sont des animaux correctement identifiés de plus d'un an ou ayant mis bas au moins une fois.





Union Européenne

*La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe  
agissent ensemble pour votre territoire*



RÉGION  
**Nouvelle-  
Aquitaine**



MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE  
L'ALIMENTATION

NEO  
TERRA

## 7 - COUTS ADMISSIBLES

---

### 7.1 NATURE DES PROJETS ELIGIBLES :

Les opérations de bonne conduite des troupeaux éligibles sont le **gardienage à temps plein** en estive d'un troupeau **collectif** (ovins, caprins, bovins, asins ou équins) ou d'un troupeau **individuel** en **système laitier**. On entend par troupeau laitier, les animaux de race laitière avec traite effective pendant 30 jours minimum sur l'année. Le système viande comprend toutes les races à viande.

Les actions de gardienage à temps plein financés dans le cadre de ce dispositif doivent obligatoirement être liées à la **gestion des espaces pastoraux**.

L'établissement d'un plan de gestion pastoral est **obligatoire pour tous** les dossiers Gardienage.

Les animaux pâturent sur des parcours ou des estives et sont conduits par un gardien (salarié, prestataire de service ou gardien-éleveur). L'utilisation de parcs est ponctuelle, par exemple pour répondre à des contraintes météorologiques, en cas d'absence temporaire du gardien ou lors des périodes d'agnelage.

L'aide est versée en contre-partie d'une embauche, d'une prestation de service ou sous la forme d'un forfait mensuel lorsque l'éleveur ou un membre d'une structure collective effectue lui-même le travail de gardienage du troupeau à temps plein.

Le gardienage à temps plein correspond à 35 heures par semaine, réparties sur 5 jours minimum/semaine et constitué de 5 heures minimum/jour en 2 plages horaires maximum/jour. Les temps de traite et de transformation fromagère ne sont pas pris en compte dans le gardienage.

L'aide est attribuée par bénéficiaire pour un troupeau, défini comme l'ensemble des animaux détenus en propriété ou pris en pension par le demandeur pour l'année en cours (un troupeau pouvant être conduit en plusieurs lots d'animaux). La prise en pension par le demandeur d'animaux ne lui appartenant pas doit être attestée par un document établi avec le détenteur et signé par les deux parties.

### 7.2 TYPES DE DEPENSES ELIGIBLES :

Seules **les dépenses de gardienage postérieures à la date de dépôt de la demande**, et acquittées avant le 31 décembre 2021 peuvent être éligibles.

Les dépenses éligibles sont les suivantes :





Union Européenne

*La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe  
agissent ensemble pour votre territoire*



RÉGION  
**Nouvelle-  
Aquitaine**



**NEO  
TERRA**

- les coûts salariaux des gardiens salariés
- les coûts de prestations externes facturés pour les gardiens prestataires
- l'application du forfait pour les éleveurs gardiens

**Important :** L'éleveur assurant le gardiennage les jours non travaillés par son salarié ou son prestataire (congrés, repos, récupération heures supplémentaires), ne peut prétendre à une aide au gardiennage pour ces périodes.

L'aide est calculée sur la base des dépenses présentées hors taxes, dans la limite des plafonds de dépenses ou du forfait, et après application du taux d'aide.

La TVA est inéligible lorsqu'elle est totalement ou partiellement récupérée par la structure.

Les structures ne récupérant pas la TVA devront fournir une attestation de non assujettissement à la TVA.

### **7.3 PRIORITES TRANSVERSALES :**

Les priorités transversales sont établies comme suit :

- 1/ Gardiennage effectué par un salarié ou un prestataire de service avec plan de gestion pastorale validé en zone Natura 2000 avec Docob validé
- 2/ Gardiennage effectué par un salarié ou un prestataire de service avec plan de gestion pastorale validé hors zone Natura 2000 avec Docob validé
- 3/ Gardiennage effectué par un éleveur-gardien avec plan de gestion pastorale validé en zone Natura 2000 avec Docob validé
- 4/ Gardiennage effectué par un éleveur-gardien avec plan de gestion pastorale validé hors zone Natura 2000 avec Docob validé
- 5/ autres cas

Ces priorités indiquent les grandes catégories de projets.

## **8 - CRITERES DE SELECTION DES PROJETS**

La sélection des projets et leur classement est affiné selon les critères suivants :

### **8.1 DEFINITIONS :**

- Présence prolongée de l'éleveur-gardien dans l'estive



Union Européenne

*La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe  
agissent ensemble pour votre territoire*



RÉGION  
**Nouvelle-  
Aquitaine**



MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE  
L'ALIMENTATION

**NEO  
TERRA**

Elle correspond à une présence **de 45 heures** minimum sur la semaine de gardiennage, soit 9h de **présence journalière** sur 5 jours ou 7,5 heures de présence journalière sur 6 jours ou 7h environ de présence journalière sur 7 jours

- Plan de gestion pastorale validé

Il comporte notamment une cartographie des estives pâturées et des préconisations à respecter sur la gestion des estives adapté spécifiquement au territoire concerné. Il doit être compatible avec les objectifs du DOCOB pour les estives situées en zone Natura 2000 avec DOCOB validé.

La validation du plan de gestion pastorale est réalisée par la DDT pour les dossiers Hors zone N2000. En zone N2000, les animateurs DOCOB N2000 de la zone valident les plans de gestion des dossiers de gardiennage.

Il est proposé de faire **valider** ce plan de gestion par **l'organisme d'animation pastorale** lors de sa **première réalisation**. (Voir coordonnées de l'**Association pour le Pastoralisme de la Montagne Limousine (APML)** en fin de ce document).

- Plan de gestion pastorale ciblé en complémentarité avec les MAEC proposées

Pour une estive sur laquelle des MAEC ont été souscrites, le plan de gestion pastorale validé pourra cibler plus particulièrement des actions en complémentarité avec les MAEC souscrites, au-delà du cahier des charges de la MAEC.

## **8.2 GRILLE DE NOTATION :**

La sélection des projets se fondera sur les critères de sélection et la grille de notation suivante :

<b>Critères de sélection</b>	<b>Points</b>
Enjeux pastoraux et environnementaux nécessitant la présence d'un gardien salarié ou d'un gardien par prestation de service	400
Adaptation de la pratique du gardiennage aux contraintes du cahier des charges N2000 du territoire	250
Activité de traite en estive de 45 jours minimum	100
Gardiennage en estive d'une durée de 3 mois minimum *	50
Pour les gardiens-éleveurs, niveau de présence prolongée dans l'estive, au-delà <b>de 45h</b> par semaine	40
Estive desservie, éloignée de plus de 20 km du siège de l'exploitation agricole	20
Dossiers engagées également dans une MAEC SHP ou Herbe09	10



Union Européenne

*La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe  
agissent ensemble pour votre territoire*



RÉGION  
**Nouvelle-  
Aquitaine**



**NEO  
TERRA**

---

\*sauf conditions climatiques exceptionnelles.

Le seuil de sélection des dossiers est fixé à **40** points, sans préjuger des dispositions prises par les financeurs nationaux selon leurs propres contraintes.

### **8.3 CIRCUIT DE SÉLECTION :**

Selon les critères de sélection retenus, les points se cumulent. Les dossiers seront classés selon la note calculée.

La notation sera réalisée par le Service Instructeur **au vu des éléments présents dans le dossier.**

La notation et le classement des dossiers seront proposés par le guichet unique service instructeur (GUSI) au Comité de Sélection Régional « Pastoralisme » qui se réunira en juin 2020 et établira la liste des projets retenus classés selon leur note, en vue de leur proposition à l'Instance de Consultation Partenariale suivante.

**Les dossiers seront financés par ordre de classement et dans la limite des crédits disponibles.**

---

## **9 - MODALITES DE FINANCEMENT**

### **Maquette budgétaire 2015-2020 :**

Crédits au titre des types d'opération 7-6-8 et GARD 02:

- FEADER : **63 %** - Nécessité d'apport des contreparties nationales à hauteur de **37%**

### **Maquette budgétaire 2021-2022 :**

**Période de transition :** financement sur les enveloppes de la Programmation 2021-2027

### **Contreparties nationales potentielles sur 2021 sur le volet « Gardiennage » :**

- Cofinancements possibles par l'État : BOP 149 (MAA) sous réserves et conditions propres au financeur.
- Le cas échéant, l'autofinancement des maîtres d'ouvrages reconnus OQDP en contre partie du FEADER

**Enveloppe indicative (tous financeurs confondus) : 90 000€**

### **Plafonds de dépenses éligibles :**



Union Européenne

*La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe  
agissent ensemble pour votre territoire*



RÉGION  
**Nouvelle-  
Aquitaine**



MINISTÈRE  
DE L'AGRICULTURE  
ET DE  
L'ALIMENTATION

**NEO  
TERRA**

- gardiennage effectué par un salarié: **2 500 €/mois** maximum
- gardiennage effectué par prestation de service: **1 100 €/mois** maximum
- gardiennage effectué par un éleveur-gardien: **850 €/mois** (forfait)

### **Taux d'aide publique :**

Pour la part liée au gardiennage, rappel des taux applicables indiqués au TO 10.1-72 GARD02:

- Dans les zones Natura 2000 à DOCOB validés, le taux d'aide est de **75 %**.

Hors sites Natura 2000 à DOCOB validés, le taux d'aide est de :

- **60 %** pour le gardiennage effectué par un gardien-éleveur dans le cas général.
- **65 %** pour le gardiennage effectué par gardien éleveur pratiquant la traite en estive pendant au moins un mois.
- **70 %** pour le gardiennage effectué par des salariés et par prestation de service.

Le total des aides apportées par les financeurs publics doit atteindre obligatoirement le taux fixe d'aide publique.

## **10 - SANCTIONS APPLICABLES**

En cas d'anomalie repérée lors des contrôles, le bénéficiaire sera tenu informé par le service instructeur.

La totalité du montant de l'aide pourra être réclamée au bénéficiaire si :

- Le bénéficiaire refuse de se soumettre aux contrôles administratifs
- En cas de cession d'une activité avant la fin des engagements, sans reprise effective de l'activité de gardiennage.
- S'il est établi que le bénéficiaire a délibérément effectué une fausse déclaration, le reversement intégral de l'aide lui sera demandé.

En cas d'anomalie constatée, une réduction de l'aide apportée pourra être pratiquée.

## **11 – CONTACTS**



Union Européenne

*La Nouvelle-Aquitaine et l'Europe  
agissent ensemble pour votre territoire*



RÉGION  
**Nouvelle-  
Aquitaine**



**NEO  
TERRA**

**Instruction, dépôt des demandes, suivi individuel des projets :**

**DDT de la Corrèze**, guichet unique et Service Instructeur pour les 3 départements limousins :

Nadine ROUPP: [nadine.roupp@correze.gouv.fr](mailto:nadine.roupp@correze.gouv.fr) : 05 55 21 82 73

Eric DELANNOY: [eric.delannoy@correze.gouv.fr](mailto:eric.delannoy@correze.gouv.fr) : 05 55 21 82 38

**Renseignements complémentaires :**

**Association pour le Pastoralisme de la Montagne Limousine (APML) :**

Adresse mail APML: [assopasto@laposte.net](mailto:assopasto@laposte.net) - Contact : Agnès ORSONI : 05 55 64 71 06 - 06 48 56 67 23

**Région Nouvelle-Aquitaine - site Bordeaux**, Autorité de Gestion du programme:

Jean-Louis JAUREGUIBERRY: [jean-louis.jaureguiberry@nouvelle-aquitaine.fr](mailto:jean-louis.jaureguiberry@nouvelle-aquitaine.fr) : 05 57 57 51 41 - 06 34 47 35 38

**DRAAF Nouvelle-Aquitaine - site Aquitaine:**

Laetitia GHISALBERTI : [laetitia.ghisalberti@agriculture.gouv.fr](mailto:laetitia.ghisalberti@agriculture.gouv.fr) - 05 56 00 42 60 – 06 98 05 47 64

Jean-Rémi DUPRAT: [jean-remi.duprat@agriculture.gouv.fr](mailto:jean-remi.duprat@agriculture.gouv.fr) - 05 56 00 42 01